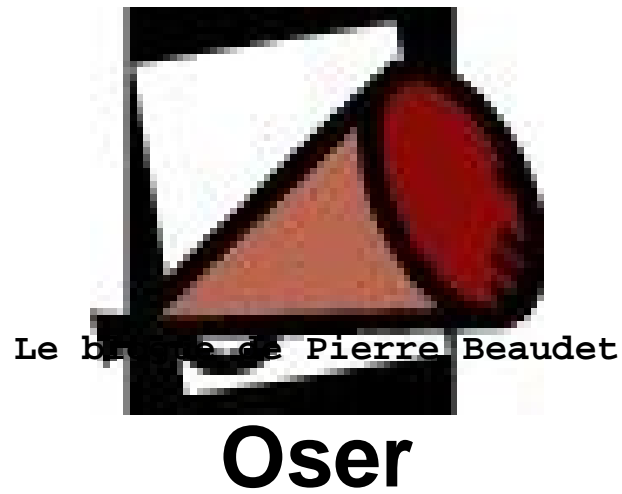


<http://www.pressegauche.org/Oser>



- Blogues -



Publication date: mardi 15 janvier 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

2019 est le début d'un nouveau cycle politique au Québec, dans le sillon de l'élection d'octobre. On peut prévoir un duel prolongé, complexe et parfois tendu, entre une CAQ qui devra sortir de son opacité et affirmer son projet austéritaire, et un Québec Solidaire revigoré, fort de l'appui des jeunes, maître de dossiers très porteurs, notamment l'environnement. C'est la saison des opportunités pour nous.

Cela s'annonce bien, mais...

Il faut être attentif, avec une petite dose de patience. Et il y a plusieurs obstacles déjà en vue. Il est certain que pour la CAQ, mais aussi pour d'autres segments du monde politique, je pense notamment à ce qui reste du PQ, il est important de minimiser l'avancée de QS. Cela ne sera pas facile pour eux, car l'appui populaire pour QS a franchi un seuil, Mais ils vont quand même continuer, avec les médias-poubelles, de marginaliser, voire de ridiculiser QS.

La question qui intéresse la droite est la suivante : comment empêcher la masse critique qui émerge de prendre son envol ? Pour cela, la droite dispose d'une panoplie de moyens, dont le bon vieux dispositif habituel, qui est de dénigrer l'idée même du changement. « On ne peut rien faire », disent-ils et ceux qui osent penser le contraire sont des « pelleteux de nuages ». « There is no alternative », comme disait Thatcher.

Mais compte tenu des nombreux processus qui menacent l'ordre capitaliste en place, prôner la résignation pourrait s'avérer insuffisant. C'est alors que surgit le refrain populiste de droite. On a vu ce « film » dans le passé, mais aujourd'hui, il revient en force. Si cela va mal, si des gens perdent leurs emplois (cela va s'accélérer avec la récession qui approche), si les services de santé et d'éducation ne sont pas adéquats, c'est à cause des « autres » qui sont en même temps des « voleurs de jobs », des gens qui sont contre « notre civilisation », qui « menacent nos valeurs ». Ce n'est pas à cause de la voracité du 1 %, des impacts dévastateurs d'un capitalisme prédateur, de l'arrogance sanguinaire des États-Unis.

Ce discours haineux peut prendre plusieurs formes, vulgaires ou « raffinées », véhiculées par une petite armée d'intellectuels de service, dans les médias, le journalisme, l'éducation.

C'est dans ce contexte que ressurgit le débat sur les « signes religieux ». D'emblée, mon intuition est que la grande majorité des gens, les « purs-laine » comme les autres, n'est pas trop intéressée. Il y a trop de problèmes et de défis plus pressants. Cela n'est pas vraiment sérieux de dire et de penser que la société québécoise sera plus heureuse en renvoyant à la maison quelques centaines de femmes musulmanes.

Alors il y a dans cette opération menée par la CAQ, dans le sillon de la malheureuse tentative du PQ d'alarmer les gens à une attaque contre « nos valeurs », une grande arnaque. Ce sont des formules alimentées entre autres par l'énorme battage découlant de la guerre « sans fin » qui ne se joue pas seulement sur le plan militaire, mais aussi à travers de grandes batailles des idées. L'ennemi, l'adversaire, doit être démonisé. Il doit apparaître comme une menace. Et aujourd'hui, soyons clairs, ce n'est plus contre les Juifs que cela se passe, comme cela a été le cas dans le Québec d'avant la guerre, mais contre les Arabes et les Africains, qu'on s'acharne à présenter comme une menace maléfique.

Alors devant cela, il faut être créatif. On ne le dira pas assez souvent, l'identitarisme, le racisme, l'islamophobie, sont des poisons qu'il faut combattre sans relâche. Les leviers du pouvoir sont organisés pour exclure, discriminer, créer

des situations où les plus vulnérables doivent accepter l'inacceptable. Le problème réel et pressant, il est là, dans la discrimination très peu subtile dans l'emploi, la culture, le logement et en général les instances et leviers du pouvoir, et dont l'objectif est de fractionner et de déstabiliser les couches et les mouvements populaires.

QS à plusieurs reprises a eu le grand mérite de le dire et de promouvoir une nouvelle sociabilité, un nouveau vivre-ensemble. D'emblée, QS a une bonne base de départ, mais il reste encore de grands chantiers à mettre en place.

À court terme, il faut éviter de tomber dans le piège. Dans un sens, il faut « déplacer » l'attention vers ces problèmes de discrimination et sur la nécessité du vivre-ensemble. On ne fera pas cela avec des déclarations vagues ou quelques interpellations à l'Assemblée nationale, mais en s'investissant dans les quartiers, dans les réseaux citoyens, là où des gens vivent une discrimination systémique et où émergent des espaces de luttes communes.

Une fois dit cela, on ne pourra pas se sortir du débat sur les signes religieux. À mon avis, la position à la fois progressiste et prudente est de manifester, comme la CSN, la FNEEQ et la FAE, notre refus total de la politique visant à discriminer et à exclure, sous prétexte d'une laïcité totalement atrophiée, des « signes religieux » qui en fait, soyons sérieux, sont associés aux Musulmans.

C'est totalement inacceptable du point de vue éthique, et également totalement absurde. C'est pourquoi la CSN, lors du conseil confédéral en décembre, a adopté une position sans équivoque : « la CSN s'oppose à toute législation interdisant le port de signes religieux à toute personne salariée, quelle que soit sa fonction, à moins qu'il ne nuise à sa prestation de travail pour des raisons d'identification, de communication et de santé-sécurité au travail ».

Cette bataille qui ne sera pas facile, mais elle peut être gagnée, pas tellement en se repliant vers les tribunaux, mais en agissant ouvertement, en se mobilisant, en exposant les aspects sordides d'une politique discriminatoire.

Soyons francs, l'interdiction des signes religieux que ce soit dans l'éducation ou dans les fonctions dites « de coercition » (juges, policiers, gardiens de prison), représente un défi. Une partie significative de l'opinion publique (sans se fier aux sondages tendancieux) est frileuse par rapport à cela. C'est le résultat du travail acharné des médias-poubelles et de certains lobbys identitaires organisés.

La chose est d'autant plus compliquée que, à côté des identitaristes de droite, il y a un courant qui s'oppose aux signes religieux en s'exprimant dans le langage des droits, des droits des femmes en particulier. Il faut admettre que les signes religieux ne sont pas toujours « neutres », Ils ont souvent une histoire et une signification, qui n'est pas particulièrement progressiste. De là à vouloir les anéantir, il y a cependant une mauvaise conception qui découle souvent d'une conception que j'appellerais coloniale. Pendant longtemps et encore aujourd'hui, les puissances capitalistes qui incluent le Canada dans le « périmètre » rapproché, ont matraqué les « sauvages ». Pour couvrir leur prédation, elles affirmaient vouloir les sauver grâce à la supériorité de la « civilisation occidentale » (un concept tout à fait fumeux) sur les colonisés. C'est sur cette base notamment que les puissances coloniales ont ravagé des populations, notamment en Afrique et en Asie, et même ici contre les autochtones. Aujourd'hui, il y a encore des gens qui pensent que « civiliser les sauvages » reste un impératif « normal ».

Au bout de la ligne, il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des préjugés, entretenus sciemment ou spontanés. Alors camarades, il faut oser les combattre. C'est dans ce sens que le point de vue le plus légitime, et qui, je pense, est majoritaire dans les mouvements militants, est de s'opposer à toutes les interdictions, ce qui va au-delà des « accommodements raisonnables » hérités du rapport Bouchard-Taylor.

Il faut prendre le risque d'affirmer l'égalité entre tous et toutes, y compris ceux qui portent des signes religieux.

Vouloir les brimer, c'est envoyer un message d'exclusion. S'opposer fermement à toutes manipulations et impositions, au nom de la religion (quelle qu'elle soit), c'est également un impératif. On ne va pas tolérer ni prosélytisme dans les écoles et ailleurs dans les institutions publiques, ni oppression des droits au nom de la religion.

Par ailleurs, que QS adopte une position claire et sans équivoque sur les signes religieux, c'est une chose. Mais l'histoire ne peut pas s'arrêter là. Autrement plus importante est la lutte qui doit être engagée contre la discrimination. Il faut être autrement plus actif pour faciliter les échanges et l'inclusion (qui ne doit pas être une politique brutale d'assimilation), sur la base du vivre-ensemble dont les fondements doivent être l'égalité, le respect, la justice sociale et environnementale.